

Appel à propositions

Étude sur la privatisation en Côte d'Ivoire

Objet

Parmi les nombreux défis auxquels se trouvent confrontés les systèmes d'éducation publique à l'échelle mondiale, la hausse de la privatisation et de la commercialisation de l'éducation représente l'un des plus grands problèmes pour l'éducation en tant que bien public, ainsi que pour l'égalité d'accès à l'éducation et des performances. En 2016, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage a adopté la Déclaration d'Antananarivo, qui attire justement l'attention sur la privatisation de l'éducation dans les pays francophones. L'article 39 stipule qu'il est important « de prendre des mesures pour promouvoir des dispositifs institutionnels efficaces de régulation des acteurs privés de l'éducation, afin de garantir la qualité et l'équité des services éducatifs ». À l'instar d'autres pays francophones, la privatisation de l'éducation est également un sujet de préoccupation en Côte d'Ivoire. Afin de mieux comprendre la situation dans le pays, l'Internationale de l'Éducation (IE) a commandé une étude cartographique, qui a révélé une hausse rapide de la privatisation de l'éducation, mais aussi un manque de recherches analysant de façon critique les conséquences de cette privatisation (Koutou, 2017). Sur la base de cette étude, l'Internationale de l'Éducation souhaite désormais que des recherches s'intéressant à l'augmentation du nombre d'écoles à partenariats public-privé (PPP) et aux manifestations de ces dernières soient menées. Les conclusions de ces recherches permettront de mener un débat constructif pour étudier les liens entre, d'une part, le droit des élèves à une éducation de qualité et le droit des enseignant(e)s à des conditions de travail de qualité et, d'autre part, la régulation des partenariats public-privé en Côte d'Ivoire. Grâce à ces recherches, l'IE espère lancer un grand débat sur le développement et la mise en place de cadres législatifs pour protéger le droit à l'éducation et obtenir une éducation équitable et de qualité pour toutes et tous (Objectif de développement durable n° 4).

Objectifs

Les recherches se pencheront notamment sur l'enseignement primaire et secondaire et incluront les éléments suivants :

- Cartographie préliminaire des partenariats public-privé en Côte d'Ivoire
 - Étudier les causes, facteurs et dynamiques ayant contribué à la multiplication des partenariats public-privé en Côte d'Ivoire;
 - Analyser les flux financiers tels que les financements publics ou les subsides du secteur privé;
 - Inclure une analyse du rôle de la Banque mondiale et d'autres institutions financières dans la promotion de la privatisation et des PPP en Côte d'Ivoire;

- Identifier les écoles à PPP qui reçoivent des subsides publics et qui pourraient éventuellement faire l'objet d'autres recherches (par exemple, sur leurs profits, les conditions de travail des enseignant(e)s, l'éducation de qualité pour tous).
- Études de cas basées sur les écoles identifiées dans la cartographie préliminaire
 - Rassembler les témoignages des enseignant(e)s et des élèves sur leur expérience dans les écoles à PPP sélectionnées, ainsi que ceux des parents et autres acteurs/trices clés à travers des questionnaires et des entretiens ;
 - S'intéresser à la qualité de l'éducation et aux performances des écoles privées sélectionnées ;
 - Analyser les conséquences des partenariats public-privé (lucratifs) sur la mise en œuvre du droit à l'éducation en Côte d'Ivoire.
- Analyse de tous les éléments récoltés en tenant compte de la législation et des cadres éducatifs en vigueur en Côte d'Ivoire, ainsi que des demandes et promesses formulées et des témoignages/données des prestataires privés pour promouvoir leurs écoles et services (par exemple, qualité de l'éducation, conditions de travail, étendue du programme).
- Maintien d'une perspective transversale sur les questions de genre lors des recherches, en s'intéressant notamment à la législation, aux statistiques et autres informations utiles sur les enseignantes et les filles scolarisées et en prenant également en compte les interactions avec d'autres éléments tels que les facteurs socio-économiques, le statut social, l'âge, l'origine ethnique, la religion ou tout autre facteur susceptible d'apparaître dans les recherches.

Résultats

- Un cadre théorique clair pour guider les recherches ;
- Une étude rigoureuse des publications pertinentes, des statistiques disponibles, de la législation et des politiques ;
- Une présentation et une analyse rigoureuse des données rassemblées grâce aux questionnaires et aux entretiens avec les principales parties prenantes (par exemple, enseignant(e)s, parents, élèves, représentant(e)s du gouvernement, directeurs/trices d'écoles) ;
- Un rapport intermédiaire présentant un condensé de l'avancement des recherches (liste à puces) ;
- Un rapport final achevé à la date prévue (30-40 pages environ, en français) ;

- Une publication sur le blog concernant les r3sultats des recherches, qui sera diffus3e sur l'un des sites Web de l'IE ;
- Une pr3sentation d3di3e aux conclusions des recherches pour les organisations membres de l'IE et/ou des partenaires, date et lieu 3 convenir (frais de transport et d'h3bergement pris en charge par l'IE).

Calendrier

Avril-ao3t 2018

Bref rapport interm3diaire 3 remettre avant la r3union des syndicats d'Afrique de l'Ouest, pr3vue les 9-10 mai a Abidjan.

3tendue et port3e du travail

Il s'agira d'une recherche documentaire, qui comprendra 3galement un volet empirique, avec des questionnaires et des entretiens d3di3s aux sujets mentionn3s dans les objectifs.

Budget

10 000 EUR, tous frais inclus (y compris vols, h3bergement, acc3s Internet, appels t3l3phoniques, documents, etc.).

Conditions pr3vues par le contrat

Les recherches s'effectueront sur une p3riode de 16 semaines, pendant lesquelles le/la contractant(e) informera la personne de contact d3sign3e par l'IE de l'avanc3e des recherches. Les recherches resteront confidentielles jusqu'3 leur publication.

Conform3ment aux termes du contrat, nous attendons des chercheurs/euses qu'ils/elles entrent en contact avec les organisations membres de l'IE bas3es en C3te d'Ivoire.

Calendrier des paiements

1/3 3 la signature du contrat

1/3 3 la r3ception du rapport int3rimaire

1/3 3 la r3ception du rapport final

Pr3paration des propositions

Les parties int3r3s3es doivent envoyer leur CV ainsi qu'une liste de publications accompagn3e d'une courte note conceptuelle (2-3 pages) avant le 8 avril. Cette note conceptuelle devra comprendre une br3ve description des enjeux de la privatisation de l'3ducation en Cote d'Ivoire, des r3f3rences bibliographiques, la m3thodologie, l'3tendue et la port3e du travail, un calendrier pour les 16 semaines et un budget.

Les candidat(e)s devront soumettre leurs propositions par courriel à l'adresse research@ei-ie.org avec « Côte d'Ivoire » comme objet.

Nous encourageons vivement les universitaires locaux/ales et les doctorant(e)s à envoyer leur candidature et/ou à participer aux recherches. Pensez à mentionner dans votre candidature si vous avez déjà travaillé en Côte d'Ivoire et/ou si vous êtes en contact avec des chercheurs/euses sur place.

Si vous avez des questions ou que vous avez besoin d'informations supplémentaires, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse research@ei-ie.org.

À propos de l'Internationale de l'Éducation (IE)

L'IE est la plus grande fédération syndicale internationale, représentant plus de trente millions d'enseignant(e)s et d'autres travailleurs/euses de l'éducation dans le monde entier. L'IE considère qu'il incombe aux États d'offrir une éducation publique gratuite et de qualité pour toutes et tous, et que ces derniers sont les garants des conditions de travail ainsi que des droits des enseignant(e)s et du personnel de soutien à l'éducation.

Politique de l'IE sur la privatisation dans l'éducation: [Résolution sur la privatisation et la commercialisation de l'éducation de 2015](#).

Ces recherches sont menées dans le cadre de la [Campagne Réponse mondiale](#) contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation. Le rapport qui en découlera servira de base au travail de plaidoyer dans les pays concernés afin de renverser les tendances à la privatisation observées dans les politiques d'éducation et les pratiques en la matière.